



Union SNUI - SUD Trésor Solidaires

Communiqué de presse

Le 8 avril 2011

Après 3 ans d'existence de la Direction générale des finances publiques, un malaise de plus en plus profond

Le malaise est de plus en plus profond au sein des agents de la Direction générale des finances publiques (DGFIP) 3 ans après la création de celle-ci.

L'augmentation de la charge de travail et de sa complexité, la pression managériale et les vagues successives de suppressions d'emplois (20 000 suppressions d'emplois depuis 2003 soit 15 % des effectifs de la DGFIP) du fait du non remplacement de 2 départs sur 3 à la retraite ont considérablement dégradé les conditions de travail et la qualité des missions.

Le gouvernement reste sourd à cette situation intenable. Il entretient de fait l'idée que ces suppressions d'emplois sont normales car justifiées par les gains de productivité. Or c'est faux.

- Ainsi, il y a certes eu une informatisation mais celle-ci s'est traduite par un changement dans le travail qui n'a pas eu nécessairement pour conséquence une diminution de la charge de travail (augmentation des listings à exploiter...) et qui s'est accompagnée d'une hausse des objectifs et de la charge globale de travail.
- Il y a certes eu une fusion entre la Direction générale des impôts et la Direction générale de la comptabilité publique, mais les métiers qui y étaient exercés étant différents (assiette et contrôle de l'impôt, contentieux, missions foncières, gestion de la dépense publique et du secteur public local, recouvrement), il n'y avait pas de « doublons » à supprimer (dire cela révèle une bien mauvaise connaissance de la réalité des missions...).

Evolution de la fraude fiscale, augmentation du nombre de dossiers à traiter, augmentation des recours, besoins de conseils aux collectivités locales en hausse... tout démontre qu'il y a plus de travail au sein de la DGFIP. Les bouleversements intervenus depuis une dizaine d'années, et singulièrement depuis la mise en place de la DGFIP en avril 2008, se traduisent par un malaise profond au sein de la DGFIP.

Dans les services de la DGFIP, un sentiment d'urgence s'impose : « on veut respirer ! ». C'est le thème et le sens d'une campagne initiée par l'Union SNUI-SUD Trésor Solidaires qui, au travers de nombreuses expressions, visites de services et actions, tant au plan national que local (plus de 200 expressions locales, plus de 40 expressions nationales), montre l'état réel des agents, des services donc des missions de la DGFIP. Elle vise également à desserrer le management et à demander la mise en œuvre des mesures d'urgence pour améliorer les conditions de travail et d'exercice des missions : derrière le malaise profond, il y a la qualité du service public, aujourd'hui clairement en danger.